

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 44 Juin 2007

Relocaliser l'économie

Les délocalisations conduisent à mettre en concurrence les systèmes fiscaux, sociaux, écologiques et démocratiques, et donc à les faire régresser dans les pays développés.

Les tenants du néolibéralisme économique prétendraient que cette concurrence conduit à les faire progresser dans les pays les plus défavorisés. Et il semble bien en effet que dans les régions de Chine où la croissance est la plus forte, les travailleurs commencent à devenir un peu plus exigeants en termes de salaires et de conditions de travail...

Alors, faudrait-il se résigner, par exemple en France, à voir les salaires et les conditions de travail régresser jusqu'au jour improbable, et en tout cas fort lointain, où, par un effet de vases communicants, l'égalisation mondiale serait achevée ?

A l'inverse, est-il acceptable, pour un pays dominant, de fermer ses marchés aux produits des pays émergents sous prétexte que, produits dans des conditions sociales et écologiques déplorables, ils viennent détruire les conquêtes sociales nationales ?

Faudrait-il promouvoir un « protectionnisme altruiste », soit au niveau des 27 membres de l'Union européenne, soit au niveau de l'Hexagone ? Ce néo-protectionnisme, comme l'ancien, aboutirait à ressusciter la Sainte Alliance des capitalistes et des prolétaires des pays riches contre l'ensemble des populations des pauvres et émergents. Est-ce à cela que nous appelle Nicolas Sarkozy quand il déclare : « je conjure nos partenaires européens d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés ; je les conjure de ne pas rester sourds à la colère des peuples » ?

La **nécessaire régulation du commerce et de la finance internationale** ne peut se faire en dressant les pays les uns contre les autres. L'immensité des besoins élémentaires qui restent à couvrir, d'un côté, et le gaspillage frénétique des ressources, de l'autre, exigent la mise en œuvre urgente de nouvelles formes de coopération économique et politique internationale, fondées notamment sur **l'égalité des droits d'accès aux ressources et aux biens communs**.

Cela suppose une réforme profonde du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, qui ont une lourde responsabilité dans la crise actuelle. Il faut reconnaître l'autorité supérieure des législations supranationales en matière sociale, en matière des droits de l'homme, et en matière d'environnement. Cette idée de hiérarchie des normes n'a rien d'utopique : en matière sanitaire et vétérinaire, elle est acquise depuis les lois maritimes du XVI^{ème} siècle sur la quarantaine.

La **relocalisation de l'agriculture** est la première condition de la souveraineté alimentaire. Et cela vaut autant pour les pays d'Afrique que pour les pays développés (les AMAP doivent être encouragées).

Un autre point essentiel doit aussi être pris en considération. Dans notre économie mondialisée, les transports de marchandises représentent une part importante de la consommation de **pétrole**, alors qu'on sait que celui-ci sera épuisé d'ici quelques décennies : le modèle actuel ne saurait donc perdurer longtemps. Et surtout, les transports de marchandises représentent l'une des principales sources d'émission de gaz à effet de serre (aggravant ainsi le **dérèglement climatique**, principale menace pesant sur l'humanité) et d'autres pollutions.

Il faut donc promouvoir la relocalisation de l'économie.

Pour ne citer qu'une mesure : une **taxe sur les kilomètres parcourus**, pondérée par l'émission de CO2 générée par l'activité. Le produit de cette taxe réparti en trois parts : un tiers en chèques -transports pour les déplacements domicile travail ; un tiers pour le financement des transports collectifs ; un tiers versé au budget européen. Cette écotaxe s'oppose au caractère inévitablement chauvin de tout droit de douane, puisqu'elle s'applique à tous nos échanges internes et à nos exportations.

Et l'Union européenne ne devrait pas s'interdire d'imposer des taxes aux frontières vis-à-vis des biens importés de pays ne s'inscrivant pas dans l'accord de Kyoto.

(à lire : la revue *L'économie politique*, n° 34, « la gauche face à la mondialisation », avec notamment des contributions de Alain Lipietz ; Dominique Taddéi ; Geneviève Azam, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon)

Bonnes nouvelles

Brésil : à son tour, le Brésil décide d'importer et de produire une version générique d'un **médicament contre le sida**. Selon MSF, de nombreux médicaments, pour les diabétiques ou les cancéreux, mériteraient de bénéficier des mêmes dispositions. (*Le Monde*, 8 mai).

Inde : L'Inde se donne deux ans pour fabriquer un **ordinateur à 10\$**. Le gouvernement compte offrir un accès à haut débit dans chaque école publique du pays. Ce service serait gratuit pour les enfants pauvres, payant pour les autres. Cependant, pour que les enfants puissent utiliser l'ordinateur, encore faut-il qu'ils sachent lire et écrire. Or, 25 % ne fréquentent pas l'école primaire. En Inde, 40% des habitants sont illettrés. (*Le Monde*, 20-21 mai).

Allemagne : Le gouvernement allemand a suspendu par un décret du 27 avril la commercialisation de semences de **maïs OGM MON810** de Monsanto, le seul OGM autorisé à la culture en Europe et qui pourrait être cultivé en France sur 30.000 ha en 2007 selon les semenciers. L'Allemagne a pris cette décision sur le fondement de « la clause de sauvegarde » prévue à l'article 23 de la Directive européenne 2001/18, qui permet à un gouvernement d'interdire un OGM si des études scientifiques parues depuis l'autorisation de l'OGM indiquent qu'il existe des risques pour la santé et l'environnement. Le gouvernement allemand estime que, depuis l'autorisation donnée en 1998 au maïs OGM MON810, de nouvelles études montrent son impact sur les organismes non ciblés (papillons, insectes prédateurs...) et sur les sols. Face à ce risque, l'Allemagne a donc choisi le moratoire. De plus, l'interdiction de ce maïs est justifiée dans le décret par l'absence d'un plan de biovigilance que Monsanto, aurait dû fournir afin d'évaluer les éventuels impacts de cette culture, et qui est obligatoire selon la même directive. (*Greenpeace*).

Justice et mémoire

« C'est précisément parce qu'il rompit avec cette complaisance ambiguë envers des hommes (des Français, membres d'organisation officielles de l'Etat français) ayant participé au génocide, au crime contre l'humanité, que le discours prononcé par Jacques Chirac le 12 juillet 1995 fut un moment d'histoire de la France (...) . **La repentance** entendait simplement rappeler qu'il arrive que les institutions fassent, au nom de la raison d'Etat ou par erreur de jugement, des erreurs, dont les conséquences peuvent être terribles. (...) . Rien n'empêche [le président de la république] de faire l'histoire qu'il veut, et de faire de l'histoire ce qu'il veut. Qu'il sache simplement que, pour ce qui nous concerne, l'histoire dont il rêve à voix haute n'a rien à voir avec celle des historiens. Sur ce front aussi, il conviendra donc d'être vigilant, et de ne pas laisser la mauvaise herbe de la mémoire officielle recouvrir le champ d'histoire que Jacques Chirac avait courageusement et utilement défriché. » (*Marc Olivier Baruch, historien, dans un article intitulé « éloge de la repentance », Le Monde, 12 mai*).

A noter qu'à la suite de l'instauration d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », plusieurs historiens, parmi lesquels Patrick Weil, ont démissionné de leurs fonctions officielles à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. « **Associer « immigration » et « identité nationale » dans un ministère n'a jamais eu de précédent dans notre République** : c'est, par un acte fondateur de cette présidence, inscrire l'immigration comme « problème » pour la France et les Français dans leur être même. Ce rapprochement s'inscrit dans la trame d'un discours stigmatisant l'immigration et dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité aux étrangers, dans les moments de crise. » (*Le Monde, 22 mai*). .

France

Retraite spirituelle, ou pied de nez aux Français ? A plusieurs reprises, M. Sarkozy avait mis en avant son souhait de s'imposer une cure accélérée de présidentialisation afin d' « habiter » le nouveau personnage qu'il est devenu. Les dernières images de sa campagne, vendredi 4 mai, sur le plateau des Glières, semblaient déjà préparer cette transfiguration. (*Le Monde, 8 mai*).

L'élu de 53 % du peuple et de 100 % du Medef est parti chez ses maîtres « habiter sa fonction ». Ses premiers frais de bouche : pour Martin Bouygues, Arnaud Lagardère, Vincent Bolloré, Albert Frère, Alain Minc, il leur doit bien cela, ou bien c'est eux qui régalaient ?

Sa première nuit, au Fouquet's du groupe du casinotier, machines à sous, Barrière : 8500 €. Sa première envolée sur le Falcon 900 ex de Bolloré : 25 000 € Le Bourget- La Valette. Sa première traversée : 193 000 € la semaine, ravitaillement et carburant non compris. "Boat people" titre Libé... Allez, combien ? au bas mot, 500 Smic ? Raison de plus pour pas l'augmenter le 1er juillet...

(*Gérard Filoche, démocratie.et.socialisme@wanadoo.fr*). Anecdote ? Non, significatif et révélateur. « Sans vergogne », avait écrit du personnage une célèbre Montrougeenne, Ariane Mnouchkine. On n'aura pas attendu longtemps pour le vérifier.

Sur le même sujet, Alain Finkielkraut (*Le Monde, 11 mai*) : « on ne peut pas se réclamer du général de Gaulle et se comporter comme Silvio Berlusconi. On ne peut pas en appeler à Michelet, à Péguy, à Malraux et barboter dans le mauvais goût d'une quelconque célébrité de la jet-set ou du show-biz. On ne peut pas prononcer des odes à l'Etat impartial et inaugurer son mandat en acceptant les très dispendieuses faveurs d'un magnat des affaires (...). Pendant trois jours [Nicolas Sarkozy] nous a fait honte. »

Les vraies raisons d'une défaite. « En refusant de tirer le bilan de la victoire du « non » au référendum européen de mai 2005, les dirigeants socialistes ont transformé en défaite une présidentielle qui semblait ne pas pouvoir leur échapper ». « Le PS paie le prix de son incapacité à tirer les leçons de la défaite de 2002, à définir une orientation stratégique claire et à se doter d'un projet mobilisateur. » (*Politix, 10 mai*).

Refondation. « Pour la première fois depuis 1936, la mutation du PS, d'un parti d'élus de 120 000 adhérents à un authentique parti de masse, assumant toutes les grandes fonctions d'un parti réformiste moderne, est possible. Les socialistes sont-ils décidés à fournir l'effort nécessaire pour accomplir ce qui est bien plus qu'une simple rénovation ? Ou bien vont-ils chercher dans une illusoire « alliance au centre » le substitut à ce formidable effort sur eux-mêmes ?

Sur le plan idéologique, le parti socialiste doit assumer pleinement et fièrement son réformisme et mener, mieux qu'il ne l'a fait, la bataille contre « la pensée unique », conservatrice et libérale. Les batailles politiques se gagnent d'abord dans les têtes, sur le terrain des valeurs et des idées.

Mieux le Parti socialiste réussira sa propre mutation, mieux il parviendra à rassembler toutes les forces de progrès. » (*Henri Weber, Le Monde, 9 mai*).

Rassemblement à gauche. « Face à une droite décomplexée, une gauche tout aussi décomplexée doit enfin s'affirmer pour construire une nouvelle conscience citoyenne. Assez rasé les murs pour parler du partage de la richesse, pour assumer le rôle de l'Etat stratège dans l'économie, maître du temps long, gardien de l'intérêt général, acteur de première ligne face à l'urgence sociale. Assez de litote pour rejeter la monarchie patronale, affronter la tyrannie de la dictature de l'actionnariat sur l'économie productive. Tout tourne autour d'une question: quelle attitude avoir face à la mondialisation libérale, ce nouvel âge du capitalisme? L'adopter : c'est la droite. L'accompagner : c'est

l'illusion sociale-démocrate. Faire bifurquer le système au profit de priorités sociales et écologiques : c'est notre devoir d'invention. Comment faire? Avec qui? Dans quelle forme d'institution Républicaine en France et en Europe ? Qui oserait dire que nous ne possédons aucune réponse après tant d'années de colloques, de luttes, de forums sociaux et d'expériences sous toutes les latitudes. Ce qui manque c'est le lieu politique de la mise en mots partagée et en programme. C'est la condition pour que les idées deviennent une force matérielle : celle des millions de consciences qui la prendront en charge. Nombre au sein du PS évoquent la création d'un nouveau grand parti progressiste largement ouvert aux forces diffuses de la société civile qui agissent aujourd'hui sans débouché politique.

L'autre gauche est ainsi mise au défi. Comme pour la candidature à la présidentielle va-t-elle maintenir sa fragmentation si désespérante et si nuisible à la gauche toute entière ? Alors il faudra admettre que **l'avenir de la gauche est dans le parti unique que préfigure le Parti socialiste**. Au contraire saura-t-elle proposer un dépassement de ses structures ouvrant ainsi un autre choix à gauche ? Celui d'une alternative prête à la conquête des pouvoirs plutôt qu'à l'adjuration, à des alliances plutôt qu'à l'ostracisation de ses voisins et cousins de gauche? Comme au lendemain du référendum les délais de réponse ne sont pas infinis. Et la droite ne nous laissera pas de répit. » (*Jean-Luc Mélenchon www.jean-luc-melenchon.fr cité par Respublica N° 536*).

Transformation radicale. « Il faut rassembler la gauche et garder une ligne stratégique de transformation radicale par rapport au système économique dominant qu'est le libéralisme », écrit aussi Marie-Noëlle Lienemann (*Politis, 10 mai*), qui commente ainsi les appels à une soi-disant « rénovation » (qui masque mal une tentation centriste vide de contenu) : « La rénovation, c'est cette théorie permanente selon laquelle la gauche serait toujours archaïque et la droite toujours moderne. Je crois au contraire que les fondamentaux de la gauche sont d'une grande actualité, et que cette thématique permanente de doute sur nous-mêmes est déjà un élément de notre fragilité ».

Les plus âgés ont voté Sarkozy : 61 % des 60-69 ans, **68 % des 70 ans et plus** [on peut imaginer que ces personnes, qui ont travaillé dur dans leur vie active, à des périodes où le chômage était bas, aient donné crédit aux propos de Sarkozy, qui, prétendant réhabiliter la « valeur travail », laissait volontiers entendre que les Français sont paresseux] ; et, de façon plus surprenante, 57 % des 25-34 ans [ceux-ci sont pourtant bien placés pour savoir qu'on ne choisit pas d'être chômeur, ou, bien souvent, travailleur à temps partiel]. **Les 18-24 ans ont voté Royal à 58 %** ; les 45-59 ans à 55 % ; les 35-44 ans à 50 %.

Les artisans et commerçants ont voté Sarkozy à 82 %, les agriculteurs à 67 %. Vote plus partagé pour les professions libérales et cadres supérieurs (52 % pour Sarkozy). En revanche, les ouvriers ont donné une majorité à Ségolène Royal (54 %) [mais quand même 46 % pour Sarkozy !], de même que les employés et les professions intermédiaires (51 %). (*Enquête Ipsos. Le Monde, 8 mai*).

Médias. Cecilia n'a pas voté le 6 mai. [On s'en fout !]. Les journalistes du « Journal du Dimanche » ont voulu publier cette information, susceptible d'intéresser leurs lecteurs. Leur directeur a bloqué l'article. Arnaud Lagardère lui avait téléphoné. [On ne s'en fout plus !]. Le groupe Lagardère dirige le Journal du Dimanche, mais aussi Elle, Paris Match, ...

« Des pressions, il y en a, les coups de téléphone venant souvent de la direction du groupe », dit un journaliste du JDD. Alain Genestar, directeur de Paris Match, avait été licencié pour avoir publié une photo de Cecilia aux côtés du publicitaire Robert Attias.

« Je sais déjà ce que je ferai sitôt à l'Élysée : je m'occuperai personnellement de Jean-François Kahn » [président de *Marianne*], avait déclaré Sarkozy à la direction du *Figaro Magazine* (Daniel Carton, dans son livre « une campagne off », Albin Michel, 18 €).

Bref, **Nicolas Sarkozy inquiète les médias.** (*Le Monde, 15 mai*). Oui, il faut relire (ou lire) « 1984 ».

Novlangue. [Dans « 1984 », livre de science fiction de George Orwell, écrit en 1984, la « novlangue » est la langue du pouvoir, où on fait dire aux mots le contraire de leur sens réel]. **Réforme :** mesure consistant à rogner les droits sociaux, conquis de haute lutte, en plusieurs dizaines d'années, par les travailleurs et les citoyens. Ex. « des réformes courageuses ». En aucun cas, une mesure telle que le plafonnement des salaires des dirigeants d'entreprises ne saurait être qualifiée de « réforme ». Une telle confiscation du vocabulaire présente l'avantage de faire passer les adversaires des « réformes » (au sens qu'il a dans la novlangue) comme de fieffés conservateurs, des archaïques... Soyons **modernes**, quoi !

Le Medef enthousiaste. Mme Parisot a, le 14 mai, à nouveau manifesté son « enthousiasme », face au « nouveau cycle peut-être pas de cinq ans, mais de dix ans ou vingt ans qui s'ouvre pour notre pays. » [*Le Monde, 17 mai*].

Le plein-emploi précaire. « Aujourd'hui, la France connaît son taux de chômage le plus faible depuis vingt-cinq ans. » Lors de son débat avec Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à reprendre ce mensonge officiel. [*L'INSEE, en effet, s'est refusé à publier des chiffres. Et si le pourcentage de demandeurs d'emploi « de catégorie 1 » a effectivement baissé – sans pour autant, sans doute, retrouver le niveau qu'il avait atteint à la fin de la législature Jospin-, c'est surtout à la conséquence, prévue et attendue, du « papy-boom » – départ à la retraite des classes nombreuses nées au baby-boom, juste après la deuxième guerre mondiale-, qu'on le doit.*]

Depuis deux ans, la baisse du nombre d'inscrits à l'ANPE n'a plus grand-chose à voir avec une baisse du chômage. Le plan de « cohésion sociale » de Jean-Louis Borloo et les mesures musclées du directeur de l'ANPE ont multiplié les radiations, les sanctions et les pressions sur les chômeurs. Plus de 200 000 d'entre eux se sont évaporés des listes de l'ANPE, sans avoir pour autant retrouvé un emploi.

Si les gouvernants cherchent à focaliser l'attention exclusivement sur le taux de chômage, ce n'est pas seulement parce qu'il est facilement manipulable. C'est aussi parce qu'on peut le faire baisser « à l'anglaise », en multipliant les emplois précaires, à temps partiel, à bas salaires. Exiger l'élaboration par le système statistique public d'indicateurs alternatifs pour mieux décrire la précarisation de l'emploi et du travail, c'est aussi lutter, sur le terrain idéologique et politique, contre le néolibéralisme et l'insécurité sociale. (*Thomas Coutrot, membre du conseil scientifique d'ATTAC, Politis, 17 mai*).

Réchauffement climatique. La France a connu le mois d'avril le plus chaud jamais enregistré : +4,3°C. Le bilan pluviométrique est particulièrement déficitaire dans le nord du pays. (*Le Monde, 4 mai*). Les nappes de la région Provence-Alpes-Côte d'azur sont au plus bas. Les agriculteurs se mettent à irriguer le blé, et même la vigne. Agriculteurs, municipalités, particuliers sondent le sous-sol, à la recherche de nouveaux approvisionnements. La région est tributaire du manteau neigeux des Alpes. De l'autre côté, l'Italie manque de Pô (celui-ci est à sec). (*Le Monde, 9 mai*).

Ecologie. **Nicolas Hulot :** « l'ardente nécessité de préserver les équilibres et les ressources naturelles nous contraint à imaginer d'autres façons de produire, de consommer, de se nourrir, de se déplacer, de se loger, de travailler, de commercer d'innover technologiquement, d'organiser la recherche scientifique, de répartir taxes et impôts, de comptabiliser les richesses. Orienté vers une finalité du mieux-être plutôt que du « plus avoir », le projet d'une société écologique est d'une tout autre nature que ceux qu'on nous soumet. » (*Le Monde, 5 mai*). [Nicolas Hulot explique pourquoi, même s'il note que, pour les deux finalistes, les inflexions écologiques apportées à leurs programmes respectifs sont inégales, il s'est interdit de soutenir un candidat. Pour ma part, je ne peux manquer de rappeler mon propos de janvier ; « les soi-disant écologues qui ne sont pas antilibéraux pour le moins inconséquents ». Et d'ajouter que, si les écologistes ont eu l'éminent mérite d'attirer l'attention sur les questions écologiques, perpétuer leur isolement dans un parti spécifique conduirait à une impasse].

« Il serait bien ingénu de croire qu'on peut attendre quoi que ce soit de ce gouvernement en matière d'écologie » (*Yves Cochet, Le Monde, 22 mai, qui relate son entretien avec la chaîne Public sénat, avec un représentant de l'UMP, Yves Jégo :*) « Je lui ai posé trois questions : sur

le nucléaire : le gouvernement va-t-il renoncer à l'EPR ? Sur les organismes génétiquement modifiés : va-t-il continuer la culture de milliers d'hectares d'OGM en plein champ ? Et, enfin, va-t-il maintenir le programme autoroutier ? Le député de Seine-et-Marne a répondu que, évidemment, Nicolas Sarkozy allait poursuivre ces programmes... » (*Le Monde*, 22 mai, qui donne par ailleurs ces deux infos :)
L'herbicide Roundup est toxique pour les cellules embryonnaires (étude menée par G-E. Séralini, université de Caen, Criigen).
Le maïs transgénique Monsanto 810 produit une toxine insecticide de manière erratique. La culture vient d'en être suspendue en Allemagne. Greenpeace craint l'émergence d'insectes résistants.

Vie pratique. Il est possible de **recupérer**, en moyenne, 600 litres d'eau par mètre carré de toiture après des **averses**. En Languedoc-Roussillon, on estime qu'une famille de quatre personnes habitant une maison de 100 m² au sol avec un toit en tuiles pourra, en théorie, récupérer 108 000 litres par an d'eau de pluie –de quoi couvrir environ 80% de ses besoins en eau non potable, évalués à 125 800 litres. Il suffit d'une cuve en plastique (polyéthylène de préférence) d'une capacité de 200 à 800 litres (de 20 € à 250 € dans une jardinerie ou un magasin de bricolage). Facile à installer sur un socle surélevé au pied d'une descente d'eau, elle est dotée d'un robinet qui permet de récupérer l'eau à l'arrosoir ou au seau. Un filtre permet de retirer feuilles et insectes. A noter qu'en France, il est interdit de se servir de l'eau de pluie pour le lave-vaisselle.

Lorsque les besoins augmentent, il est préférable de disposer d'une cuve (en béton ou polyéthylène) que l'on enterre dans le sol ou que l'on installe dans une cave ou un garage. Capable de stocker de 1000 à 3500 litres (pour un budget, cette fois, supérieur à 1000 €), elle est équipée d'une pompe qui renvoie l'eau du réservoir vers des canalisations spécifiques (séparées, la loi l'exige, de celles qui acheminent l'eau de ville).

On attend la publication d'un décret (promis par le gouvernement Villepin) qui prévoit 25 % de crédit d'impôt (à concurrence de 8000 €) pour l'achat de tels équipements. (*Le Monde*, 11 mai).

Montrouge. Sans surprise, le maire de Montrouge, Jean-Loup Metton, UDF, se présente à l'élection législative pour soutenir Nicolas Sarkozy sous l'étiquette « UDF-majorité présidentielle ». Il salue l'arrivée au pouvoir d'« hommes nouveaux ». [*Sarkozy, Fillon, Juppé, etc, des hommes nouveaux ?*]

Le mardi 5 juin, à 20H30, ATTAC-Montrouge vous invite à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale, sur le thème :

« La croissance (du PIB), c'est le bonheur ? le point sur les indicateurs de richesse »,
au café du 7, rue Sadi Carnot, à Montrouge.

Le samedi 9 juin de 9H30 à 12H30

Dans la dynamique du collectif MPV sur la couverture du périphérique Porte de Vanves, **Particip'actif (Montrouge) et Udé (Paris)** vous invitent à une marche exploratoire.

Objectifs : faire des propositions d'aménagement des portes de Paris pour un lien humanisé « Paris-Banlieue ». A plus long terme, travailler sur un futur projet de couverture du périphérique.

Un crochet autour du site dit « Schlumberger » sera également proposé.

RDV avenue de la Porte de Montrouge, à l'entrée du cimetière de Montrouge (juste au-dessus du périphérique).

Contacts : Franck (06 21 76 49 88) ; Jean-Pierre (06 61 33 84 28).

Courrier des lecteurs

GF : On ne va pas refaire les débats de 2002, à se trincer pour dire le pourquoi du comment, des analyses de milliers d'heures pour savoir où on met le curseur de la gauche de l'extrême jusqu'au centre, bref, on sait depuis toujours que pour gagner il faut 51% des voix et pour cela on a besoin de plus de monde que les socialistes qui représentent 25%.

C'est historique, même l'extrême gauche a soutenu Ségolène Royal, d'habitude, ils ne donnent pas de consignes de vote. Je suis absolument effaré d'avoir constaté que notre candidate n'a pas été soutenue par ces mauvais perdants que sont les Dominique Strauss-Khann et Laurent Fabius, bien sûr, vous me direz le contraire, mais comment peut-on expliquer une telle défaite, car pour gagner la seule façon c'est d'être unis le plus possible et la droite l'a fait, nous par imbécillité politique et je dirai par tout ce dont que les êtres humains sont capables, c'est le chacun pour soi, **on n'a pas été capable de rassembler et de dire très clairement que Ségolène était la meilleure.** Comme il y a toujours des explications dans une défaite, j'accuse mon parti d'avoir fait perdre l'élection présidentielle et d'entrer dans une société dont personne veut. Alors messieurs, bien sûr, ce qui vous intéresse aujourd'hui, c'est bien sûr 2012, le pouvoir et les extrêmes, la seule machine à perdre. Quant au syndicalisme, dont je suis militant il faudra encore attendre 5 ans peut-être pour ne plus être le dernier pays au monde à avoir des patrons seuls face au monde du travail, donc des patrons qui mettent la **précarité** comme ils le veulent, car à part Ségolène j'entends peu de militants socialistes mettre cette question à l'ordre du jour.

CP : merci pour ce nouveau numéro

MF : Merci pour ce mensuel très intéressant. Au sujet du **bois raméal fragmenté**, ils en parlent aussi dans le hors série de Politis consacré au Bio. Le maraîcher de l'AMAP de Verrières le Buisson le pratique dans cette ville.

PL : Je vois au moins que **tout cela t'occupe**, c'est bien. Amicalement

GM : Juste merci pour le boulot effectué pour rédiger cette lettre, je vois que nous partageons les mêmes opinions, merci aussi pour les notes de lecture de **la Dissociété**, qui reste depuis plusieurs mois mon livre de chevet. Bonne continuation.

PB : Comme tu le sais, je partage certaines idées avec toi, en particulier sur l'avenir de la planète et les dérives de l'humanité, mais **je suis consterné par ta dernière lettre.** Pas un mot sur le triomphe de la démocratie

française au cours de cette campagne présidentielle: multiplicité et qualité des débats, taux de participation records....alors que cela fait des envieux dans la plupart des pays démocratiques.

Par contre, tu agites le spectre de Hitler avec une violence inouïe, incompréhensible et parfaitement inique: la France a voté démocratiquement et il faut savoir être beau joueur et bon perdant pour avoir quelque légitimité à préparer la suite. Comme d'habitude, hélas, **la gauche a fait et fait encore preuve d'intolérance généralisée:**

--- seule la gauche détient la vérité, il n'y a de vérité que de gauche et tous ceux qui ne sont pas d'accord sont des cons qu'il faut défendre contre leur gré et contre eux-mêmes car ils ne savent pas;

---seule la gauche est intellectuelle et, par voie de conséquence, tous les vrais intellectuels ne peuvent être que de gauche; les intellectuels qui ont d'autres idées sont des traîtres à traiter comme tels;

---seule la gauche peut faire évoluer le monde vers plus d'égalité et de dignité humaine et ceux qui pensent autrement sont forcés dans l'erreur et il faut les ramener, coûte que coûte, dans le droit chemin.

Cette attitude est parfaitement stalinienne et cela a conduit aux performances du communisme que l'on connaît:

---plus de cent millions de morts, soit pratiquement dix fois plus que l'hitlérisme;

---les gardes rouges et autres massacreurs patentés;

---les famines type Corée du nord, sans oublier le paradis cubain, etc, etc.

Ton discours est de la même veine que celui de Le Pen. Certes, l'objectif semble différent (ce n'est même pas sûr!!), mais la méthode, l'argumentation et les mots sont identiques.

Mais, au bout du compte, et à y bien réfléchir, c'est la meilleure façon de renforcer la vraie démocratie qui rejette les extrêmes qui lui font peur et donc la mobilisent comme on vient de le voir. Au nom de cette démocratie, à laquelle je tiens, je te remercie vivement pour ton action salutaire.

Amicalement.

O.T. : Je suis riche. Je suis riche de ma pauvreté, le croyez vous ?

1. Sur mon dos est la seule chemise que je possède
Bien trop vieille, si usée, mais toujours me protège
Mon pantalon percé, le fil de mes souliers
Dans ma demeure il fait frais l'hiver chaud l'été

3. A bien vous écouter presque on vous entendrait
Vous demander de qui je dois vivre au crochet
Quelle existence voilà, se moque-t-il de nous
Vivre comme un pouilleux, il faudrait être fou

5. Ma pauvreté est ma richesse, elle m'accompagne
Elle m'a offert bien plus que vous n'imaginez
Des trésors de rêves, des villes d'amitié
Des palais grand ouverts, des étoiles par milliers

7. Elle m'a fait le plus merveilleux des cadeaux
Que contre moi je garde, chéri et protégé
Il s'appelle innocence ce n'est pas un secret
Comme une main tendue, l'innocence est si vraie

9. Je ne veux rien que la terre, refuge de mes brebis
L'eau pure de la rivière, les arbres et leurs fruits
Droit debout me tenir, respirer l'infini
Être un homme fier et digne qui donne et puis oublie

11. Malgré l'immense colère lorsque l'on m'a tout pris
Mon prochain trop heureux jamais je n'ai haï
Simple je voulais être, humble je resterai
Car je suis riche d'une chose c'est la pauvreté.

2. Parfois l'estomac vide, le corps à l'abandon
J'espère que demain fera meilleure rançon
Naïf, idéaliste, que j'aime la confiance
En les hommes je place toute mon espérance

4. Tu voudrais nous faire croire qu'il y a un intérêt
A refuser la mode, le confort, le progrès ?
C'est une vieille rengaine trop souvent déclamée
Par les cigales comme toi qui ne savent que chanter

6. De sourire et de vivre elle m'a donné le temps
De ressentir cette joie à l'heure de la pluie
De respirer, de voir et d'aimer plus que tout
Comme l'air d'être libre, pas à moi, ni à vous

8. La terre est vaste pourtant il faut que vous sachiez
Que dans ma main elle tient, luciole égarée
Elle brille, puis s'éteint, puis brille à nouveau
Me regarde, m'étreint, tourne toujours plus haut

10. Je crois qu'il y a méprise aussi qu'on me pardonne
Reprenez votre argent ne faites pas l'aumône
Si votre cœur est pur et le geste sincère
Vous trouverez au fond ce qu'il vous reste à faire

O.T. Bangalore, Inde, 15 avril 2007

Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson pêché, alors vous découvrirez que l'argent ne se mange pas.

(Un sage indien)

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.